



Commune d'Ungersheim



# C.C.A.P.

## Cahier de Clauses Administratives Particulières

### CONSTRUCTION D'UN BATIMENT A ENERGIE POSITIVE

destiné à la malterie, micro brasserie et pressage  
et un espace de conservation de fruits et légumes



Maître d'ouvrage :

**COMMUNE d'UNGERSHEIM**

Mairie, 1 place de la Mairie  
68190 UNGERSHEIM

Architecte :

**KRUMMENACHER ARCHITECTURE**

27 rue du Rhin  
68680 KEMBS

# C.C.A.P. SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1.	Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur :	4
1.2.	Tranches et lots :	4
1.3.	Mission de Maîtrise d'œuvre :	4
1.4.	Ordonnancement – Pilotage – Coordination de Chantier :	4
1.5.	Contrôle Technique :	4
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES</b>	<b>5</b>
3.1.	Répartition des paiements :	5
3.2.	Tranche(s) conditionnelle(s) :	5
3.3.	Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes :	5
3.3.1.	CONTENU DES PRIX	5
3.3.2.	REGLEMENT DES TRAVAUX	6
3.3.3.	REGLEMENT DES PRIX DES OUVRAGES	6
3.3.4.	DECOMPTES MENSUELS	6
3.3.5.	DELAIS DE PAIEMENT	6
3.3.6.	DECOMPTES FINAUX	6
3.4.	Variations dans les prix :	7
3.4.1.	LE PRIX EST FORFAITAIRE ET NON REVISABLE	7
3.4.2.	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ	7
3.4.3.	MODALITES DE REVISION DES PRIX	7
3.4.4.	MODALITES D'ACTUALISATION DES PRIX	7
3.4.5.	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	7
3.5.	Paiement des co-traitants et sous-traitants	7
<b>ARTICLE 4</b>	<b>DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES</b>	<b>7</b>
4.1.	Délais d'exécution des travaux :	7
4.2.	Prolongation du délai d'exécution :	8
4.3.	Pénalités pour retard – Primes d'avance :	8
4.4.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :	8
4.5.	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :	9
4.6.	Autres pénalités :	9
<b>ARTICLE 5</b>	<b>CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>10</b>
5.1.	Garantie ou caution :	10
5.2.	Avance forfaitaire :	10
5.3.	Avances sur matériels et approvisionnements :	10
<b>ARTICLE 6</b>	<b>PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>10</b>
6.1.	Provenance des matériaux et produits :	10
6.2.	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt :	10
6.3.	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits :	10
6.4.	Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux de produits fournis par le Maître de l'Ouvrage :	11
<b>ARTICLE 7</b>	<b>IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>11</b>
8.1.	Période de préparation :	11
8.2.	Documents d'exécution :	11

8.3. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – Vérification préalable :	12
8.4. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :	12
8.5. Organisation, Sécurité et Hygiène des chantiers :	12
8.5.1. INSTALLATION(S) DE CHANTIER.....	12
8.5.2. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE .....	12
8.5.3. DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE DES DEPENSES COMMUNES – CONVENTION INTER-ENTREPRISES .....	13
8.5.4. REPARTITION DES DEPENSES D'INTERET COMMUN.....	13
8.5.5. PRECISIONS ET COMPLEMENTS SUR LES DEPENSES DEFINIES A L'ARTICLE 8.5.4.14	
8.6. Coordination .....	15

## **ARTICLE 9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX ..... 15**

9.1. Contrôle externe :	15
9.1.1. QUALIFICATION DES ENTREPRISES.....	15
9.1.2. CONTROLE TECHNIQUE .....	15
9.2. Contrôle interne des entreprises :	15
9.3. Réception :	16
9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :	16
9.5. Documents fournis après exécution :	16
9.5.1. PLANS DE RECOLLEMENT.....	16
9.5.2. DOCUMENT COPREC .....	16
9.5.3. FORMATION DU PERSONNEL D'ENTRETIEN .....	17
9.6. Délais de garanties :	17
9.7. Garanties particulières :	17
9.8. Assurances :	17
9.8.1. RESPONSABILITE CIVILE .....	17

## **ARTICLE 10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX ..... 18**

## Article 1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent chacun des marchés relatifs à l'exécution des travaux ayant pour but

**CONSTRUCTION D'UN BATIMENT A ENERGIE POSITIVE destiné à la malterie, micro brasserie et pressage et un espace de conservation de fruits et légumes**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et Communes (C.C.T.C.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché sont valablement faites à la **MAIRIE D'UNGERSHEIM** jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

### 1.2. Tranches et lots :

Les prestations visées à l'article 1.1. ci-avant constituent une tranche unique.  
Elles sont divisées en **11 lots (onze)** conformément au tableau ci-après :

N°	LOTS
00	TERRASSEMENTS - AMENAGEMENTS
01	GROS ŒUVRE
02	ETANCHEITE - ZINGUERIE
03	BARDAGES - ITE
04	MENUISERIE EXTERIEURE ALU - SERRURERIE
05	CLOISONS - PLATRERIE - ISOLATION
06	MENUISERIE INTERIEURE
07	CARRELAGE - SOLS SOUPLES
08	NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER
09	RESEAUX EXTERIEURS / SANITAIRES
10	ELECTRICITE / CHAUFFAGE ELECTRIQUE / VMC

### 1.3. Mission de Maîtrise d'œuvre :

Elle est assurée par un :

<b>ARCHITECTE</b>	KRUMMENACHER ARCHITECTURE Monsieur Krummenacher Eric 27 rue du Rhin 68680 KEMBS
<b>BET</b>	E2i Economiste CEDER BET Structure CAP ENERGIES ALSACE BET Fluides

### 1.4. Ordonnancement – Pilotage – Coordination de Chantier :

La mission DET sera assurée par le cabinet KRUMMENACHER

### 1.5. Contrôle Technique :

- Sans objet.

## **Article 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché, qui incluent en outre les index servant à la révision des prix pour l'exécution des travaux, sont désignées ci-après par ordre de priorité décroissante :

### **A - Pièces Particulières :**

- 1 Acte d'Engagement (A.E.)
- 1 Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- 1 Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) assorti :
  - du détail estimatif valant décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)
  - des plans (Architecte et Exécution des ouvrages)
- 1 Calendrier d'exécution (planning)

### **B – Pièces Générales :**

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2. ci-après, à l'exception des règlements applicables dès leur parution :

- 1 Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux du bâtiment faisant l'objet de marchés privés (C.C.A.G.) – NF.P 03 001 – homologués, dans sa dernière édition mise à jour
- 1 Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux, approuvé par le décret n° 93-1164 du 11/10/1993,
- 1 Cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs documents annexes.

## **Article 3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENTS DES COMPTES**

### **3.1. Répartition des paiements :**

Toute sous-traitance devra faire l'objet d'un agrément préalable du Maître d'Ouvrage, accordé au vu des qualifications et des références du sous-traitant proposé. Les sous-traitants devront être définis soit au moment de la remise des offres, soit un mois avant le démarrage de leur intervention.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, à ses co-traitants et à leurs sous-traitants. Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'entrepreneur et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou acte spécial visé au 2.6 du C.C.A.G.

### **3.2. Tranche(s) conditionnelle(s) :**

Sans objet.

### **3.3. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes :**

#### **3.3.1. Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et les frais des entreprises conformément aux dispositions des articles 6.1.2.. – 6.1.3. et 6.1.4. du C.C.A.G., et notamment :

- des frais d'études complémentaires nécessaires pour l'exécution de ses ouvrages,
- des dépenses d'énergie et de matières consommables,
- des frais de branchements et de comptage des fluides nécessaires à l'exécution des travaux,

- des intempéries normalement prévisibles et autres phénomènes naturels,
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages,
- de la réalisation de locaux témoins et/ou de prototypes pour les ouvrages répétitifs, si stipulé dans le présent C.C.A.P.,
- des sujétions découlant du phasage des travaux,
- des frais spéciaux cités dans le présent document,
- de la participation de l'entrepreneur au compte des dépenses communes,
- que chaque entrepreneur, quelle que soit sa spécialité, devra installer à ses frais les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et/ou toiles nécessaires tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et/ou les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments,
- des mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant mise en œuvre d'appareils thermiques,
- de l'éloignement du chantier vis-à-vis du siège ou de l'agence de l'entreprise,
- des frais nécessités par la protection des ouvrages,
- de la prise en charge des mesures nécessaires en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnes pendant la durée du chantier et de supprimer les nuisances et les bruits divers (camions, engins à moteur thermique, compresseurs, scies, outils à percussion, cloisons provisoires, etc...)
- des frais de transport et/ou de fourniture, magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et/ou outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution des travaux,
- de l'entretien de ses matériaux, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état,
- de la mise en place des matériels de levage et/ou de manutention ainsi que des échafaudages nécessaires à l'exécution de ses travaux,
- etc...

### **3.3.2. Règlement des travaux**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par des prix unitaires forfaitaires dont la décomposition est détaillée dans le devis quantitatif.

### **3.3.3. Règlement des prix des ouvrages**

Le règlement se fera par chèque avec escompte de 3% pour paiement dans un délai de 10 jours à réception de la situation visée par l'architecte, ou par traite à 60 jours sans escompte.

### **3.3.4. Décomptes mensuels**

Les projets de décomptes mensuels sont remis sous bordereau d'envoi, en 4 exemplaires, au Maître d'œuvre au plus tard le 5 du mois. Ils seront conformes au modèle proposé par le Maître d'œuvre.

Tout décompte non fourni à la date prescrite est reconduit au mois suivant.

Les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base le devis quantitatif.

### **3.3.5. Délais de paiement**

Selon article 3.3.3. ci-dessus.

### **3.3.6. Décompte final**

Le projet de décompte final est établi par l'entrepreneur et présenté selon les modalités définies à l'article 20.4 du C.C.A.G.

### 3.4. Variations dans les prix :

#### 3.4.1. Le prix est forfaitaire et non révisable.

#### 3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro", soit **Mars 2018**

#### 3.4.3. Modalités de révision des prix

Sans objet.

#### 3.4.4. Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

#### 3.4.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des comptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des situations de travaux. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de la réalisation des travaux correspondants.

### 3.5. Paiement des co-traitants et sous-traitants

#### Désignation des sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 2.6 du C.C.A.G. Travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- 1 le compte à créditer,
- 1 la personne habilitée à donner les renseignements sur l'entreprise,

Lorsque l'entrepreneur chargé des travaux est un groupement d'entreprises, ce groupement est obligatoirement constitué d'entreprises solidaires. Chaque entreprise du groupement sera donc solidairement tenue d'exécuter l'ensemble des obligations découlant des lots qui auront été confiés au groupement quelle que soit la répartition des travaux entre les entreprises au sein du groupement. Les entreprises membres d'un groupement de sa part, copie du contrat de groupement ainsi que de tout avenant. Elles désigneront un mandataire dont elles communiqueront les coordonnées au Maître d'ouvrage.

## Article 4 DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

### 4.1. Délais d'exécution des travaux :

**Il est de 24 semaines**, période de préparation (4 semaines), congés payés et 4 jours d'intempéries compris.

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement. Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble.

A partir du calendrier d'exécution défini ci-avant le Maître d'œuvre établit, en concertation avec les entrepreneurs titulaires des différents lots, le calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les délais d'étude, de fabrication, les tâches caractéristiques dont se compose chaque lot, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et celles qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération et les opérations préalables à la réception.

Pour l'établissement de ce calendrier, chaque entrepreneur doit, dans les dix jours suivant la signature de son marché, indiquer par écrit les définitions des tâches de son lot. Il précisera, en outre, pour chaque phase : la cadence d'exécution compatible avec le délai d'exécution propre à son lot, les moyens en personnel et matériels prévus, les contraintes particulières telles que nécessité de mise hors d'eau, hors d'air, raccordements concessionnaires, etc...

Après mise au point, en accord avec les entrepreneurs et approbation par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, ce calendrier détaillé est notifié par ordre de service aux entrepreneurs et c'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

#### 4.2. Prolongation du délai d'exécution :

Le délai contractuel comprend par année les périodes de congés payés. Sa prolongation éventuelle s'effectue dans les conditions fixées à l'article 7.5.1 du CCAG.

Les natures de phénomènes pouvant donner lieu à intempéries, leur durée et leur intensité limite sont données par le tableau suivant :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène
Vent	12 m/seconde	2 coups de vent supérieur à l'intensité limite relevée à moins de 2 heures d'intervalles sur l'anémomètre des grues
Pluie	> 18 mm	Constat de dépassement entre 8 h et 18 h
Gel	≤ - 5° C	Pendant une durée d'au moins 2 heures entre 8 h et 18 h
Neige	> 5 cm	Relevé sur site
Verglas	Impossibilité d'accès aux banches et aux échafaudages	Constatée sur site par le Coordonnateur Santé Sécurité (CSPS) et par l'OPC
Brouillard	Visibilité < 30 m	Constatée sur site par le CSPS et l'OPC, si la visibilité ne permet pas d'utiliser les grues

En vue de l'application du 7.5.1.1.2. du C.C.G., il est précisé que le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **quatre (4) jours** ouvrables. En conséquence, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours calendaires égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-dessus dépassera son intensité et la durée limite (pendant les heures normales de travail) et pour autant qu'il y ait entrave aux travaux.

Le décompte des journées d'intempéries sera effectué contradictoirement entre le titulaire du marché et l'OPC, hebdomadairement à chaque réunion de chantier.

Les relevés décrits ci-dessus, pour être pris en compte, devront faire l'objet de constats et relevés par la station météorologique la plus proche du chantier auprès de laquelle le titulaire souscrita les abonnements nécessaires.

#### 4.3. Pénalités pour retard – Primes d'avance :

Au cas où les travaux ne seraient pas terminés des les délais fixés au calendrier d'exécution et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution et la date de réception, il sera appliqué par jour calendaire de retard, une pénalité dont le montant sera égal à 1/1000 et des avenants éventuels, sans être inférieur à 150 Euros.

Si, à l'expiration de chacun des délais partiels prévus au calendrier détaillé d'exécution, un entrepreneur n'a pas terminé les prestations qui lui incombent, y compris les travaux de finition et/ou de remise en état avant le passage des autres corps d'état, une retenue est opérée provisoirement sur les sommes qui lui seraient dues.

Cette retenue provisoire est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- 1 à l'expiration du Marché, l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans les délais fixés,
- 1 bien qu'ayant, à l'issue de son Marché, rattrapé son retard, la défaillance de cet entrepreneur a perturbé la bonne marche des autres entrepreneurs sur le chantier et/ou provoqué des retards pour les autres corps d'état.

Des primes pour avance sont prévues pour toute intervention urgente notifiée par le MOE demandant à l'entreprise d'intervenir plus rapidement que le planning contractuel ne le prévoit.

Cette prime se calcule à raison de 1/500 de la valeur du marché initial par jour d'avance demandé

#### 4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

A la fin des travaux et avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ; le nettoyage du chantier et de ses abords ayant été, au cours des travaux, assuré aux frais de l'entrepreneur concerné.

En cas de mise en demeure non suivie d'effets dans les huit jours suivants, le dégagement, le nettoyage ou la remise en état des lieux seront effectués d'office aux frais de l'entreprise défaillante.

#### 4.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 9.5 du C.C.A.G., une retenue égale à 750 € (sept cent cinquante Euros) sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Cette retenue sera de 750 € pour les lots tenus d'effectuer des essais COPREC.

#### 4.6. Autres pénalités :

MOTIFS	P.U. Hors Taxes
Retard dans l'installation et le repliement des installations de chantier	225.00 € H.T.
Retard dans la libération des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur	75.00 € H.T.
Non respect des prescriptions relatives à la sécurité	75.00 € H.T.
Non respect des prescriptions relatives à l'hygiène	75.00 € H.T.
Non respect des prescriptions relatives à la signalisation du chantier	75.00 € H.T.
Travaux sur le domaine public sans signalisation	75.00 € H.T.
Dépose de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	75.00 € H.T.
Retard dans la remise et/ou la diffusion des plans de détail d'exécution	150.00 € H.T.
Retard dans la remise et/ou la diffusion des documents nécessaires à l'ordonnancement	150.00 € H.T.
Retard dans la production de justification de prix des ouvrages non prévus	75.00 € H.T.
Retard dans les façons et/ou présentations des prototypes	150.00 € H.T.
Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et/ou matériels	75.00 € H.T.
Retard dans le nettoyage du chantier	150.00 € H.T.
Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier	75.00 € H.T.
Absence ou retard de plus de 15 mn à une réunion de chantier, d'études	75.00 € H.T.
Absence ou retard de plus de 15 mn à une réunion de coordination	75.00 € H.T.
Retard dans la remise des D.O.E.	75.00 € H.T.
Retard dans la remise des procès-verbaux suite aux essais C.O.P.R.E.C.	75.00 € H.T.
Absence aux réunions de CISSCT pour les entreprises en activité sur le chantier et pendant la période de préparation	75.00 € H.T.

Toutes ces pénalités sont irrévocables, cumulables et sont comptées, sans limitation ni plafonnement, par jour calendaire compté depuis la date du constat de l'infraction jusqu'à la date où les prescriptions, objet des pénalités, seront respectées. La retenue correspondante sera effectuée sur les décomptes mensuels présentés par le titulaire du lot.

## **Article 5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5.1. Garantie ou caution :**

Le montant est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie d'un montant de 5% peut être remplacée au gré du titulaire par une **garantie à première demande** ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à la loi 71 584 et 72 1166.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

La clause financière et de sûreté choisie sera maintenue jusqu'à l'expiration du délai de garantie.

### **5.2. Avance forfaitaire :**

Aucune avance forfaitaire ne sera versée à l'entrepreneur.

### **5.3. Avances sur matériels et approvisionnements :**

Néant.

## **Article 6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6.1. Provenance des matériaux et produits :**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### **6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt :**

Sans objet.

### **6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits :**

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'œuvre.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Pour l'application de l'article CN 12 du règlement de sécurité visé à l'article R 123.12 du Code de la Construction et de l'Habitation, et dans les délais contractuels, l'entrepreneur adresse au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, les procès-verbaux d'essais, effectués par les laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

#### **6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux de produits fournis par le Maître de l'Ouvrage :**

Sans objet.

### **Article 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES**

L'implantation générale des bâtiments est effectuée par l'entreprise de gros-œuvre sous contrôle du Maître d'œuvre. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder à la vérification par un géomètre DPLG.

Les implantations d'ouvrages des corps d'état secondaires incombent au titulaire du lot correspondant.

### **Article 8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **8.1. Période de préparation :**

Il est prévu une période de préparation du chantier d'une durée de 30 jours à compter de la date fixée par l'Ordre de Service Général de commencer les travaux. Il est notamment procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après :

- ↑ élaboration par l'OPC, en concertation avec les entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution
- ↑ établissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- ↑ établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 29.12.1994,
- ↑ mise en place du collège inter-entreprises de Sécurité, de Santé, et des conditions de travail,
- ↑ mise en place du comité de gestion du compte prorata et définition de la convention de gestion de ce compte.

#### **8.2. Documents d'exécution :**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le Maître d'œuvre et notifiées sans frais à l'entrepreneur. Les entrepreneurs gestionnaires du compte-prorata sont en outre chargés de

maintenir en permanence, sous le contrôle du pilote, une série complète de pièces écrites et de plans continuellement mise à jour dans le bureau de chantier.

### **8.3. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – Vérification préalable :**

Les entreprises sont réputées avant la remise de leur offre :

- † avoir pris pleine connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- † avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- † avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couches superficielles, venues d'eau, etc...) à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi que de l'organisation et du fonctionnement du chantier (moyens de communications et de transports), lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées...
- † avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, notamment celles données sur les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service des Ponts et Chaussées, Services Municipaux, Service des Eaux, Electricité de France, P.T.T., etc...).

### **8.4. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :**

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier, est conforme à la législation en vigueur.

### **8.5. Organisation, Sécurité et Hygiène des chantiers :**

#### **8.5.1. Installation(s) de chantier**

Les installations de chantier doivent être conformes aux plans d'installation établis et modifiés pendant la période de préparation. Elles sont en outre conformes aux dispositions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne l'hygiène et/ou la sécurité des ouvriers.

#### **8.5.2. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité**

Elles sont prises par l'entrepreneur conformément aux règlements en vigueur.

##### **a) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier visé au 8.5.1 indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

##### **b) Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**

Un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé est remis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la Santé – Phase Réalisation – dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché par le Maître d'ouvrage. Ce délai est ramené à 8 jours pour les entreprises de second œuvre ou les lots accessoires.

Il précise :

- les dispositions relatives à la santé : dispositions en matière de secours (premiers secours, nombre de SST, matériel médical sur le chantier, mesures d'évacuation des blessés) et en matière d'hygiène (locaux.....)
- les risques tenant aux méthodes d'exécution ; pour ce faire, il appartient à l'entreprise de décrire :
  - les mesures spécifiques qu'elle compte mettre en place pour prévenir les risques liés aux interventions des autres entreprises et au chantier (environnement, circulation, ...)
  - les travaux pouvant présenter des risques pour les autres entreprises,
  - les dispositions qu'il prendra pour l'exécution de ses propres travaux : analyse détaillée des modes opératoires, inventaire des risques, mesures de protection.

Préalablement à la remise du PPSPS, l'entreprise doit, en compagnie du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, procéder à une inspection commune pour préciser les consignes à observer tenant compte des travaux à exécuter et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé prises pour l'ensemble de l'opération (Plan Général de Coordination).

#### **c) Collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail**

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31.12.1993 et son décret d'application relatif au Collège Inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail en date du 6 mai 1995.

En conséquence, les entreprises sont tenues de participer aux réunions du collège qui sera constitué avant le début des travaux dans les conditions définies par le décret susvisé.

Le collège sera présidé par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé – phase réalisation.

#### **8.5.3. Dépenses d'intérêt commun – Compte des dépenses communes – Convention Inter-entreprises**

Les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par un ou plusieurs des entrepreneurs concourant à la réalisation de l'opération, ont pour but d'assurer la bonne marche, la préparation et l'organisation du chantier, l'hygiène et la sécurité des personnes, la coordination et l'exécution des travaux.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun, les fournitures et/ou ouvrages destinés à être reçus par le Maître d'Ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Les dépenses d'intérêt commun, telles qu'elles viennent d'être définies, incombent aux entrepreneurs participant au chantier. En aucun cas, elles ne sont à la charge du Maître de l'Ouvrage.

#### **8.5.4. Répartition des dépenses d'intérêt commun**

La répartition des dépenses imputables soit à un entrepreneur déterminé, soit au compte des dépenses communes est définie dans l'énumération qui suit. Les dépenses d'investissement et de maintenance et celles de démolitions et/ou de dépose en fin de chantier, fin de service ou selon le calendrier d'exécution, sont à la charge de l'entrepreneur désigné pour l'investissement. L'indication DC indique que la dépense correspondante est affectée au compte des Dépenses Communes.

Cette convention précisera les modalités d'application du présent C.C.A.P. relatives au compte des dépenses communes et fixera les points non réglés dans ce document.

Elle ne saurait en aucun cas être en contradiction avec les dispositions du C.C.A.G. ou C.C.A.P. ou tout autre document contractuel des Marchés qui primeront sur cette convention.

Les dépenses d'intérêt commun, telles qu'elles viennent d'être définies, incombent aux entrepreneurs participant au chantier. En aucun cas, elles ne sont à la charge du Maître de l'Ouvrage.

ENUMERATION DES DEPENSES	Lot supportant la dépense	Consommations et nettoyages (DC : Prorata)
<b>Dépenses diverses d'investissement</b>		
Branchement provisoire d'eau y compris comptage	gros-œuvre	DC
Branchement provisoire d'élect. pour alimentation des grues et du lot GO	gros-œuvre	gros œuvre
Branchement provisoire d'élect. des installations de chantier y c.comptage	électricité	DC
Egouts - Assainissements	gros-œuvre	DC
Voies d'accès chantier	gros-œuvre	DC
Dispositifs nettoyage des engins de chantier	gros-œuvre	DC
Panneau de chantier	gros-œuvre	DC
Signalisation diurne et nocturne	gros-œuvre	DC
Clôtures et portail de chantier	gros-œuvre	DC
Bureaux et sanitaires de la direction de chantier	gros-œuvre	DC
Sanitaires de chantier (WC, lavabos, douches, prises d'eau)	gros-œuvre	DC
Lignes téléphoniques	gros-œuvre	DC
Distribution d'eau potable et chantier	gros-œuvre	DC
Distrib. et install. d'élect. pour baraques, éclairages chantier, extérieur DO	gros-œuvre	DC
Installation éclairage et tableau de distribution interne	Electricité	DC
Goulottes de chantier pour évacuation des gravois	gros-œuvre	DC
Evacuation des eaux pluviales et étanchéité provisoire	Etanchéité	Etanchéité
Descentes d'E.P. provisoires y compris raccordement	Etanchéité	Etanchéité
Services des clés et fermetures provisoires	gros-œuvre	DC
Poste de secours infirmerie	gros-œuvre	DC
Hygiène du chantier	gros-œuvre	DC
Dispositifs de sécurité communs	gros-œuvre	DC
<b>Consommations diverses chantiers</b>		
Préchauffage y compris entretien et consommation	Chauffage	DC
Electricité y compris entretien des installations		DC
Eau potable		DC
Service de bennes y compris évacuation, droits de décharge et traitement sous la gestion du lot gros-œuvre		DC
Nettoyage hebdomadaire du cantonnement sous la gestion du lot GO		DC
<b>Matières consommables des bureaux de la direction de chantier</b>		
Eau, chauffage, électricité, téléphone, photocopieur, télécopieur, ordinateur		DC
Nettoyage des toitures terrasses	Etanchéité	Etanchéité
Nettoyage général des abords, voiries et espaces verts	espaces verts	espaces verts
Casques, chaussures, cirés, bottes pour la Direction de chantier et visiteurs	gros-œuvre	DC

#### 8.5.5. Précisions et compléments sur les dépenses définies à l'article 8.5.4.

##### Bureau de chantier :

Le bureau de chantier mis à la disposition des représentants du Maître de l'ouvrage et du Maître d'œuvre sur le chantier comportera des installations sommaires mais suffisantes en mobilier, éclairage, chauffage, téléphone, télécopie.

Ce bureau devra comporter en particulier une table et des chaises permettant la participation d'une vingtaine de personnes ainsi qu'une armoire de chantier fermant à clef et d'un tableau d'affichage.

En aucun cas ce bureau ne pourra être utilisé comme local d'entreprise.

##### Nettoyage de chantier :

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ces travaux.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déchets en décharge y compris tous les frais de traitement.

Dès que les opérations de nettoyage atteignent un retard de deux jours, le Maître d'œuvre ou l'OPC procède, sans mise en demeure préalable, aux opérations de nettoyage par tout entrepreneur ou entreprise extérieure de leur choix au frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant, et si cet entrepreneur ne peut être déterminé les dépenses sont supportées par le compte des dépenses communes.

**Préchauffage des bâtiments :**

Le préchauffage a pour objet :

- d'obtenir dans les locaux les températures minimales requises pour la réalisation des travaux de certains lots,
- de maintenir dans les locaux réputés achevés une température garantissant la bonne conservation des prestations réalisées.

**Panneaux de chantier :**

Dès l'ouverture du chantier, l'entreprise de gros-œuvre devra établir le panneau d'affichage réglementaire du chantier indiquant notamment l'objet des travaux, le nom du maître de l'ouvrage, le numéro du permis de construire. Il sera en outre réalisé sous les directives du maître d'œuvre un panneau de chantier, pour une valeur de 1500.00 € (mille cinq cent Euro), indiquant l'objet succinct des travaux et la liste des partenaires impliqués dans l'opération.

Les dépenses relatives à ces panneaux seront imputées au lot gros-œuvre, l'entretien au compte des dépenses communes.

## **8.6. Coordination**

Le Maître d'œuvre est chargé des tâches de coordination qui comprennent l'organisation et la direction du chantier par "les objectifs" depuis l'ouverture jusqu'à, et y compris, les essais de réception des ouvrages.

## **Article 9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1. Contrôle externe :**

#### **9.1.1. Qualification des entreprises**

Les entreprises attributaires devront être titulaires des qualifications O.P.Q.C.B. minimales nécessaires pour l'exécution des travaux de leur lot **ou présenter des références correspondantes.**

#### **9.1.2. Contrôle technique**

Fourniture des documents :

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au bureau de contrôle technique l'ensemble des documents d'exécution tels que plans, détails de mise en œuvre, notes de calculs, spécifications et notices des matériaux ou procédés non traditionnels, P.V. de classement et d'essais des matériaux, etc...

Fonctionnement des installations :

Les P.V. des essais de fonctionnement des installations seront communiqués par l'entreprise au bureau de contrôle technique pour avis.

Levées des réserves :

Les visites complémentaires, nécessaires pour vérifier que les remarques formulées par le bureau de contrôle technique lors des réceptions des installations ont été suivies d'effet, sont à la charge des entreprises.

### **9.2. Contrôle interne des entreprises :**

Avant démarrage des travaux, chaque entreprise désignera nommément au sein de son personnel un responsable de la qualité, dont la mission consistera à s'assurer du contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre, en vue d'obtenir les performances exigées aux pièces écrites de son marché.

Pour ce faire, il mettra en œuvre tous les moyens nécessaires et consignera les différentes interventions qui lui incombent sous une forme qu'il proposera au Maître d'Ouvrage.

Il tiendra à la disposition du Maître de l'Ouvrage, du concepteur et du contrôleur technique tous les documents leur permettant de s'assurer que les vérifications auxquelles sont tenus les constructeurs sont effectuées de façon satisfaisante.

Ces vérifications internes auxquelles sont assujetties les entreprises devront être réalisées à différents niveaux :

- † au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,
- † au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées,
- † au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations,
- † au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des vérifications internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art,
- † au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites, notamment les essais prévus dans le document COPREC n° 1 (supplément spécial du Moniteur n° 79-22bis du 28.5.1979) devront être effectués.

Les procès-verbaux de ces essais devront être rédigés par les entreprises suivant le document COPREC n° 2 (supplément spécial du Moniteur n° 30bis du 23.7.1979).

### 9.3. Réception :

La réception sera prononcée conformément à la loi du 4 janvier 1978. Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours (quinze) à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

### 9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :

L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre sera chargée d'aviser la personne responsable du marché et le Maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule de façon contradictoire.

### 9.5. Documents fournis après exécution :

#### 9.5.1. Plans de recollement

Les plans de recollement après exécution des ouvrages et les notices de fonctionnement et d'entretien les concernant seront à remettre en un exemplaire papier par l'entrepreneur au Maître d'ouvrage.

- † au plus tard à la réception des travaux pour les notices,
- † dans le mois suivant la réception pour les plans et autres documents conformes à l'exécution.

#### 9.5.2. Document COPREC

La fourniture des procès-verbaux et pièces annexes seront à remettre en 2 exemplaires au Maître d'ouvrage au plus tard à la réception des travaux.

**9.5.3. Formation du personnel d'entretien**

Il est fait obligation à l'entreprise de former le personnel d'entretien à la maintenance, dans un délai de 2 mois à compter de la réception.  
Prévoir un jour au minimum.

**9.6. Délais de garanties :**

Conformément à la loi du 4 janvier 1978, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an à compter de la notification de la réception des travaux ou s'il y a lieu de la levée des dernières réserves.

**9.7. Garanties particulières :**

Se référer au C.C.T.P.

**9.8. Assurances :**

**9.8.1. Responsabilité civile**

Chaque entrepreneur, intervenant dans l'opération à un titre quelconque et quelle que soit sa situation juridique, doit, en outre, être titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile, couvrant les dommages de toutes natures courus aux tiers :

- 1 pendant la durée des travaux du fait du chantier,
- 1 après réception des travaux :
  - a) du fait d'un événement engageant la responsabilité décennale et/ou contractuelle de l'entreprise, en vertu des articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.6 du Code Civil et ce jusqu'à prescription légale sous réserves des éventuelles prolongations contractuelles telles que mentionnées à l'article 9.6. ci-avant,
  - b) du fait d'un événement dommageable pour les tiers occasionné par ses travaux, son personnel et/ou ses matériels.

L'entrepreneur doit présenter, lors de la réponse à l'offre, une attestation de sa compagnie d'assurances datant de moins de 3 mois et indiquant que la police ci-dessus définie est en bon état de validité et que l'entrepreneur lui-même est en règle du paiement des primes exigibles.

Cette assurance doit contenir toutes les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la Compagnie d'Assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur du droit à notifier, au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, tous les faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances.

## Article 10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G. auquel il est dérogé	Objet
2.A – 2.B	Article 2.2. Article 2.3.	Pièces constitutives du marché Ordre dans lesquelles prévalent les pièces
3.3.4. 9.3. – 9.4.	Article 18.3. Article 15.2.1.2.	Délai de mandatement Réception prononcée à la fin des travaux tous corps d'état
8.5.4.	Article A.3.4.	Consommation chauffage

**Mention manuscrite "Lu et approuvé"**

A ....., le .....

**LE MAITRE D'OUVRAGE :**

**L'ENTREPRENEUR :**  
(cachet et signature)